

## **Annexe 12 : Réponses à la consultation publique du 14 février 2019 N°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France**

### **Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en oeuvre par la CRE depuis 10 ans ?**

GRTgaz constate que le cadre tarifaire a permis de développer le marché du gaz en lien étroit avec les souhaits des utilisateurs du réseau.

La création d'une zone de marché unique en France, à coûts maîtrisés et s'appuyant sur une solution mixant investissements et mécanismes contractuels co-construits avec le marché démontre la maturité atteinte par l'ensemble des acteurs du marché et la capacité du cadre tarifaire à accompagner une offre enrichie et adaptée. La pertinence du cadre tarifaire actuel tient à l'adéquation des conditions de rémunérations de l'activité avec les risques couverts par la régulation ainsi qu'à la stabilité de ce cadre au cours des dernières années.

### **Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?**

Les enjeux identifiés par la CRE correspondent aux enjeux que GRTgaz envisage :

- D'une part une consommation de gaz étale, voire décroissante, mais susceptible de connaître des rebonds à l'occasion d'événements spécifiques (ex : indisponibilités de certains moyens de production électrique comme lors de l'hiver 2016-2017, ou décalages de leur mise en service) appelle à la fois une prudence dans les investissements de développement sur les actifs à durée de vie longue et au recours accru à des mécanismes de marché ou contrats qui peuvent être plus pertinents dans certains cas (en particulier lorsque la prévision de leur sollicitation est relativement faible). Ainsi l'analyse coûts-bénéfices, s'appuyant sur des hypothèses concertées avec les utilisateurs du réseau, doit rester l'outil à privilégier pour le choix des investissements significatifs de développement. Par ailleurs les coûts des mécanismes de marché retenus doivent continuer d'être couverts par la régulation dans la mesure où leur coût n'est ni prévisible, ni maîtrisable par le transporteur et où ces solutions résultent d'un choix collectif.
- D'autre part la montée en puissance des productions décentralisées et autochtones de gaz verts est souhaitable en termes d'accompagnement de la Transition Énergétique, mais elle nécessite un accompagnement réglementaire adapté afin d'encourager l'atteinte des objectifs de politique énergétique. Ainsi l'accroissement du coût du transport résultant des investissements nécessaires pour acheminer ces gaz doit être apprécié au regard du bénéfice sociétal apporté par les gaz renouvelables.
- L'utilisation à terme du réseau par des gaz renouvelables ou faiblement carbonés ainsi que la réponse aux attentes des parties prenantes en termes de données appelle les opérateurs à être en mesure d'ajuster au mieux et de façon rapide les outils SI et les actions de recherche et innovation.

**Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?**

GRTgaz considère qu'une durée de 4 ans pour le tarif de transport permet d'offrir une bonne visibilité au marché et de laisser le temps à l'opérateur de transport de mettre en place les actions d'amélioration de la qualité du service.

Toutefois, dans un contexte économique mouvant et de moins en moins prévisible, GRTgaz considère qu'il est de l'intérêt de tous les acteurs du marché de conserver la possibilité de procéder à des mises à jour annuelles des paramètres les plus volatiles et hors du contrôle du transporteur comme c'est le cas actuellement pour, par exemple, les souscriptions de capacités ou la consommation d'énergie motrice. La clause autorisant la revoyure du tarif au bout de deux, existante dans le tarif ATRT5, permettant de réexaminer le tarif en cas de modification substantielle et imprévue du contexte (liée par exemple aux retraites), pourrait être avantageusement réintroduite dans l'ATRT7.

**Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?**

GRTgaz fournit au marché des éléments visant à donner une certaine visibilité tarifaire au-delà de la période tarifaire par le biais de publications (plan décennal de développement, bilans prévisionnels...) sur l'évolution de l'environnement tarifaire.

L'évolution du tarif dépend de nombreux paramètres difficilement prévisibles sur le moyen terme : taux, inflation, investissements, coûts des mécanismes de marché et de l'énergie, souscriptions, réglementation, ....

Compte tenu de ces éléments, GRTgaz attire l'attention sur les précautions d'usage de telles prévisions.

**Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?**

GRTgaz considère que la modification des règles d'apurement du CRCP n'a pas d'apport particulier autre que celui d'une harmonisation des pratiques.

**Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?**

GRTgaz n'est pas concerné par cette harmonisation entre TURPE HTB et TURPE HTA-BT.

**Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?**

GRTgaz considère que la régulation incitative sur les Opex est globalement satisfaisante tout en soulignant qu'au vu de l'imprévisibilité croissante de nombreux paramètres, la couverture de certains postes de charges ou de recettes, peu prévisibles et peu maîtrisables, devrait être

revue afin d'assurer aux acteurs de marché que les coûts de l'opérateur demeurent justement couverts dans ce contexte.

Ainsi, la couverture à 100% sur le volume de contrat d'achat de gaz B doit être étendue au prix, du fait de l'accord en cours de signature sur le contrat de swap H/B avec Engie qui prévoit une potentielle évolution du prix après 2023.

Par ailleurs, le développement du biométhane est encore très incertain à terme. Il sera très dépendant notamment des objectifs fixés par les pouvoirs publics, de l'évolution des mécanismes de soutien et de la faculté de la filière à se structurer durablement et à s'industrialiser. Il en va de même pour l'utilisation du gaz dans la mobilité qui, à court et moyen terme, présente des scénarios de développement possibles très contrastés. Compte tenu des montants engagés pour raccorder ces unités et du nombre d'unités en jeu, GRTgaz souhaiterait inclure les recettes de raccordement des unités de production de biométhane et des stations de GNV au périmètre du CRCP, de la même façon que cela avait été fait pour les CCG.

En dépit de l'incertitude grandissante pesant sur les recettes amont du fait de l'arrêt progressif des contrats long terme des expéditeurs et donc sur les flux de gaz, GRTgaz considère que les incitations sur les recettes amont (couvertes à 80%) ainsi que sur les charges d'énergie (couvertes également à 80%) restent adaptées à ce stade, sous réserve de la conservation de l'ajustement annuel des prévisions.

La réglementation ou les choix d'outils d'acheminement conduisent à un développement d'outils contractuels à prix et volumétrie variables (interruptibilité). Les charges résultant de tous ces mécanismes, actuels ou à venir, peu prévisibles et maîtrisables, devraient légitimement bénéficier d'une couverture réglementaire pour l'opérateur.

Certains postes de coûts, tels que les impôts et taxes ou les charges de retraite, peuvent être significativement impactés par des réformes. A ce titre, des réformes majeures sont attendues pour les retraites et pourraient nécessiter l'introduction d'une clause de revoyure pour tenir compte, le cas échéant, de l'impact de ces mesures.

Enfin concernant l'utilisation de comparaison ou de ratios, outre les biais éventuels liés aux choix des données de référence de ces indicateurs (ex : base d'indice 100 pour une comparaison des développement des coûts entre opérateurs), GRTgaz souligne que de nombreux éléments peuvent justifier des différences significatives sur ces ratios en particulier la nature des activités de transport de gaz (densité de population, couverture du territoire, importance du transit en regard de la consommation finale, robustesse et variété des voies d'approvisionnement...) et les réglementations applicables.

GRTgaz attire donc l'attention sur la pertinence d'une comparaison de tels ratios.

**Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?**

Si la régulation en TotEx est bien adaptée à certaines activités, elle représente cependant un inconvénient sur certains sujets dans la mesure où elle fige ex-ante une trajectoire sur une période longue de 4 ans.

En effet notamment pour les activités informatiques, la fixation d'une telle trajectoire sur 4 ans n'est pas toujours compatible avec la rapidité des évolutions de ce secteur (obsolescence ou changement de version des bases logicielles type ERP ou SI client). Il conviendrait ainsi d'exclure du périmètre incité les projets d'évolution du SI clients et de l'ERP.

**Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?**

GRTgaz considère la répartition des risques entre gestionnaires de réseaux et utilisateurs comme équilibrée à ce stade. Il convient cependant de veiller à l'adaptation du périmètre du CRCP aux évolutions de fonctionnement du réseau, comme souligné dans la réponse à la question 7.

**Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?**

Comme indiqué en question 7, et en dépit de l'incertitude grandissante pesant sur les recettes amont du fait de l'arrêt progressif des contrats long terme des expéditeurs et donc sur les flux de gaz, GRTgaz considère que les incitations sur les recettes amont (couvertes à 80%) restent adaptées à ce stade, sous réserve de la conservation de l'ajustement annuel des prévisions.

Pour les variations de souscriptions aval, la compensation actuelle par le CRCP est adaptée, et permet aux gestionnaires de réseaux d'apporter sans biais leur concours à une utilisation efficiente de l'énergie.

**Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?**

GRTgaz est favorable au maintien au CRCP des charges de capital liées aux réseaux et ce d'autant que les chroniques d'investissements liées à l'évolution de la réglementation ou au déploiement des gaz renouvelables pourraient s'écarter des trajectoires prévues.

**Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?**

Comme indiqué en question 7, en dépit de l'incertitude grandissante pesant sur les recettes amont du fait de l'arrêt progressif des contrats long terme des expéditeurs et sur les flux de gaz, GRTgaz considère que les incitations sur les charges d'énergie (couvertes à 80%) restent adaptées à ce stade, sous réserve de la conservation de l'ajustement annuel des prévisions. Il conviendrait de couvrir également les charges liées aux mécanismes de marchés permettant de gérer l'interruptibilité.

**Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?**

GRTgaz considère que les variations significatives des autres postes de charges mentionnés dans la consultation publique (Personnel, impôts et taxes notamment) seraient plus pertinemment couvertes par un dispositif du type « clause de revoyure ».

**Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?**

Hormis le traitement en TotEx de certains investissements, développé en question 8, GRTgaz considère les principes régissant la régulation des dépenses d'investissements adaptés.

**Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?**

Face à une demande mature, les risques de coûts échoués à terme que représente un réinvestissement croissent. Afin d'inciter à maintenir en conditions opérationnelles des ouvrages au-delà de leur période d'amortissement plutôt qu'à réinvestir, GRTgaz considère qu'une rémunération adéquate reflétant le risque d'exploitation intrinsèque à tout actif industriel doit être envisagée et introduite dans la régulation. Cette rémunération peut prendre la forme d'une rémunération des actifs totalement amortis, ou d'une rémunération de tout ou partie de charges d'exploitation liées à ces actifs (au-delà de leur prise en compte dans les OpEx).

**Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?**

L'obtention de subventions d'investissement auprès de financeurs (ex : subventions européennes) représente un effort parfois important que les gestionnaires de réseaux réalisent au profit des utilisateurs du réseau. Par ailleurs, les actifs subventionnés sont porteurs pour le gestionnaire de réseau du risque d'exploitation intrinsèque à toute installation industrielle.

Pour ces deux raisons (incitation du gestionnaire à obtenir des subventions et couverture du risque industriel), GRTgaz est favorable à une rétribution de l'obtention des subventions.

**Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?**

La consultation publique décrit sommairement un mécanisme dans lequel un actif serait rémunéré à un certain taux pendant une première période, puis à un autre taux par la suite. La CRE justifie ce mécanisme par une volonté de contrôle du niveau des investissements de développement des gestionnaires de réseaux et l'adéquation du signal d'investissement aux conditions de marché concernant le coût de la dette.

Il convient de rappeler que les investissements concernent soit le maintien en condition opérationnelles du réseau, soit des développements qui résultent eux-mêmes soit de demandes d'opérateurs d'infrastructures adjacentes (réseaux adjacents, sites de production, terminaux méthaniers, ...), soit d'accroissement de la fluidité au sein du réseau. Les investissements significatifs du réseau donnent lieu en général à des analyses coûts-bénéfices largement partagées avec la CRE les acteurs du marché. GRTgaz s'interroge sur la pertinence d'un tel dispositif qui s'appliquerait à des dépenses obligatoires de maintien en condition opérationnelle du réseau.

Sur le principe envisagé par la CRE de maîtrise des investissements que GRTgaz considérerait applicable au développement des réseaux, GRTgaz rappelle que la CRE valide annuellement son programme d'investissement sur la base le cas échéant d'analyses (coûts-bénéfices par exemple) et d'audits externes. La mise en place d'un taux différencié pour les « nouveaux investissements » viendrait donc ajouter un niveau supplémentaire de complexité et l'articulation de ces 3 niveaux d'incitation (taux de rémunération temporaire, approbation du programme d'investissement et définition individuelle des budgets cible) semble de nature à nuire à la lisibilité des choix de régulation.

Qui plus est, ce mécanisme régulateur s'ajouterait à un contexte général qui envoie déjà aux gestionnaires de réseaux des signaux quant à l'intérêt de développer ou non des actifs dont la durée de vie économique est longue : les axes de politiques énergétique (PPE, SNBC) retenus par la France donnent un contexte long terme quant aux besoins de développer les réseaux, et donc quant à la soutenabilité des tarifs par les utilisateurs.

Enfin la mise en place d'un tel taux à indexation annuelle semble aller à l'encontre de la visibilité souhaitée par le marché, les gestionnaires et le régulateur, et concrétisée par le choix de périodes tarifaires de 4 ans.

Dans le cas où le principe de la mise en place d'un tel taux différencié serait retenu, il conviendrait de veiller à ce que le principe d'une juste rémunération des capitaux investis continue de s'appliquer. Ainsi les paramètres de détermination de ce nouveau taux devraient être cohérents et prendre en compte le risque de plus grande variabilité de la rémunération. Pour limiter la complexité de mise en place, un tel taux devrait s'appliquer aux investissements selon la date de mise en service d'origine de l'actif, afin de ne pas avoir des taux différents appliqués à un même actif.

En tout état de cause l'application de ce taux ne saurait concerner les actifs dont la décision finale d'investissement est antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'ATRT7.

Pour être en mesure d'analyser ce mécanisme il conviendrait d'en connaître précisément les paramètres d'application et en particulier les investissements concernés (développements seuls ? immobilisations en cours ?)

**Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?**

Non concerné.

**Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?**

Sur le domaine du transport de gaz, GRTgaz note que les coûts de réalisation d'un projet peuvent varier relativement significativement en fonction d'impondérables difficilement prévisibles lors des études : obstacle dans le sous-sol, tension sur les marchés lors des appels d'offre, acceptabilité ponctuelle délicate...

Aussi la magnitude de la bande de neutralité actuelle (10%) nous semble mieux adaptée que celle proposée (5%). En tout état de cause, dans ce mécanisme qui vise à inciter le gestionnaire à maîtriser le budget et non à le baisser, il convient de déterminer au mieux le budget cible.



**Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?**

Sur le principe d'auditer aléatoirement ou de façon discrétionnaire certains petits projets, GRTgaz n'est pas opposé, mais rappelle que les coûts directs (auditeurs) et indirects (répondants) liés aux audits sont pris en compte dans le tarif et doivent rester congruents avec les bénéfices potentiels attendus de ces audits.

**Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?**

GRTgaz s'interroge sur la pertinence d'une incitation à l'usage des ouvrages dès lors que ces ouvrages ont été décidés et approuvés à partir d'analyses coûts-bénéfices largement partagées et établies sur la base d'hypothèses définies collectivement. Le gestionnaire de réseau ne saurait être pénalisé du fait de la non rencontre d'une occurrence jugée pourtant probable au moment de la décision.

**Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?**

La définition des coûts échoués proposée par la CRE correspond à la définition utilisée par GRTgaz.

**Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?**

GRTgaz note que les coûts échoués liés à la sortie d'actifs des équipements autres que les stations de compression et les gros ouvrages retirés de l'inventaire avant la fin de leur durée de vie qui représentent une part significative du montant des coûts échoués ne sont pas couverts dans le tarif.

GRTgaz accueille favorablement la proposition d'élargir l'assiette des coûts échoués.

**Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?**

GRTgaz considère que les frais d'études sans suite, dès lors qu'elles ont été approuvées par la CRE, devraient être couverts par le tarif.

GRTgaz considère que dans certains cas approuvés au préalable par la CRE sous un format à définir (cas par exemple où des fournitures et certains travaux devraient être anticipés malgré une incertitude sur la réalisation effective du projet), des achats de fournitures ou de travaux doivent également pouvoir être couverts s'ils sont in fine échoués.

**Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC)?**

GRTgaz réaffirme que la rémunération au coût de la dette ne saurait refléter le coût du capital mobilisé pour ces actifs en construction et donc présentant un niveau de risque non négligeable pour le maître d'ouvrage. Une rémunération au coût moyen pondéré du capital serait plus appropriée.

**Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?**

Compte tenu du caractère évolutif du contexte dans lequel les gestionnaires de réseaux évoluent, la fixation d'une trajectoire de R&D et sa revue à mi-période semble à GRTgaz une solution adaptée.

**Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme (guichet smartgrid) dans le secteur du gaz ?**

**Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?**

Le smart grid et le pilotage couplé des réseaux (rebours distribution/transport, couplages électricité/gaz) sont des domaines en développement fort en gaz. L'ouverture d'un mécanisme de guichet « smart grid » permettrait de préparer les réseaux aux enjeux de la numérisation, de la décentralisation des énergies renouvelables gaz, de l'intégration des EnR électriques à moindre coûts et des couplages de réseaux.

**Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ?**

**Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?**

GRTgaz approuve la nécessité pour les gestionnaires de réseaux de s'assurer de la pertinence pour le marché des thèmes de R&D&I poursuivis, lorsque ceux-ci sont destinés spécifiquement aux utilisateurs du réseau (injection des gaz renouvelables par exemple). Pour les thèmes dédiés à l'exploitation du réseau, la consultation des acteurs du marché ne paraît pas pertinente.

Dans tous les cas, GRTgaz est favorable à la publication a posteriori des résultats de la R&D&I issue de projets d'intérêt général financés par le tarif, sous réserve de droits particuliers de partenaires aux projets en cas de co-financement.

**Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?**

GRTgaz favorise d'ores et déjà la mise à disposition de données. Par ailleurs GRTgaz est favorable à envisager sur des domaines définis et sous un contrôle ad-hoc certaines évolutions du cadre de marché permettant notamment des innovations ou des tests de concepts (« bac à sable réglementaire »).

GRTgaz est prêt à organiser une concertation comme proposée par la CRE, avec une périodicité suffisante permettant de prendre en compte les évolutions de l'environnement du marché.

**Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?**

**Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?**

Cet indicateur concerne actuellement les opérateurs d'électricité.

En gaz, les EnR sont les biométhanés et l'hydrogène. Certaines techniques de biométhanés (pyrogazéification, hydrolyse d'algues) produisent des mélanges pouvant contenir une portion d'hydrogène. Afin de pouvoir permettre le raccordement de ces EnR au cours de leur déploiement, il est important que les gestionnaires de réseaux puissent développer la R&D&I



adéquate. A ce stade cependant, un indicateur sur le délai de raccordement des EnR gaz serait prématuré.

**Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?**

Cette proposition concerne les gestionnaires de réseau électrique. La publication de tels indicateurs pourrait cependant permettre une visibilité permettant d'identifier les zones favorables à des couplages entre réseaux.

**Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?**

Le tarif ATRT6 comporte déjà l'obligation de publication d'indicateurs de qualité de service liés à des données environnementales (émissions de gaz à effet de serre).

GRTgaz n'est pas opposé à une incitation financière sur de tels indicateurs sous réserve que les paramètres de détermination de ces incitations soient correctement définis et que des moyens soient alloués à l'opérateur pour améliorer ces indicateurs.

**Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?**

Pour concilier l'équilibre entre un monde énergétique en transition rapide et le besoin de visibilité des acteurs (utilisateurs, gestionnaires), la possibilité de mise en œuvre d'expérimentations d'impact financier limité (« bac à sable réglementaire ») dans certains domaines, validés par les acteurs et sanctionnés par le régulateur, semble une option à examiner dans le cadre de l'ATRT7.